

« Simplification des normes applicables aux collectivités territoriales - La nouvelle majorité du Sénat refuse la discussion, les sénateurs centristes regrettent que ce sujet essentiel soit esquivé »

08/02/2012

## **Simplification des normes applicables aux collectivités territoriales - La nouvelle majorité du Sénat refuse la discussion, les sénateurs centristes regrettent que ce sujet essentiel soit esquivé**

Les sénateurs de l'Union centriste et Républicaine déplorent, par la voix de leur Président François Zocchetto, le sort réservé à la proposition de loi d'Eric Doligé, sénateur UMP du Loiret, relative à la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Pour François Zocchetto, « *Aujourd'hui, la nouvelle majorité du Sénat a clairement enterré ce texte. Le renvoi en commission demandé par le groupe PS revient à dire « Fin de la discussion ». On ne parle plus d'un des problèmes majeurs des collectivités territoriales.* »

Pour les sénateurs centristes, même s'il n'était pas parfaitement abouti, ce texte avait le mérite d'aller dans le bon sens, celui de la simplification. « *Obligation, lorsqu'une collectivité souhaite vendre un immeuble en vue d'une destruction de faire réaliser plusieurs diagnostics (électricité, gaz, DPE...), multiplicité des mesures applicables à la gestion des déchets..... Nous entendons au quotidien le témoignage des élus locaux : la complexité des normes ainsi que leur poids financier asphyxie les collectivités. Il est urgent et essentiel de desserrer les contraintes et d'alléger les coûts.* », déclare leur président.

Les sénateurs centristes s'étonnent que le Sénat n'ait pas saisi l'opportunité d'enfin simplifier ces normes : « *Nous le regrettons d'autant plus qu'en tant que sénateurs nous sommes la voix des élus locaux qui nous font confiance pour les représenter et les soutenir.* »

« *Il est d'autant plus étonnant que ce rendez-vous avec les élus locaux soit manqué à l'initiative de la nouvelle majorité.* » relève François Zocchetto. « *Il y a fort à parier que lors des Etats généraux de la démocratie territoriale, chers au nouveau Président du Sénat, cette question essentielle sera posée par nombre d'élus locaux.* »

« *Alors qu'elle affiche sa préoccupation quant aux problèmes des collectivités, la nouvelle majorité esquive un sujet essentiel. Gageons, en ces temps de campagne présidentielle, que le sort réservé à ce texte eût été tout autre s'il avait été déposé par un sénateur PS. La Haute Assemblée est la représentante des intérêts des élus locaux. Elle n'a pas, dans son fonctionnement, à se faire complice d'intérêts partisans au détriment des collectivités.* », conclut le chef de file des centristes.

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS  
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr  
Internet : [www.udi-uc-senat.fr](http://www.udi-uc-senat.fr)  
Twitter : [@UC\\_Senat](https://twitter.com/UC_Senat)  
Facebook : [SenateursUDIUC](https://www.facebook.com/SenateursUDIUC)